

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

THUCYDIDE AU MOYEN-ORIENT (2003-2017)

PAR

RACHID CHAKER (*)

Depuis plusieurs décennies, les conflits ne cessent de se succéder au Moyen-Orient. Cette région du monde, objet du « Grand Jeu » des puissances au XIX^e siècle, extrêmement riche en hydrocarbures et berceau des trois principales religions monothéistes, demeure une zone permanente de conflit, sans que rien ne puisse mettre fin à ce cycle récurrent de violence. Alors que l'Europe occidentale, notamment avec la construction européenne, trouvait le chemin de la paix dans la seconde moitié du XX^e siècle, plusieurs crises et conflits continuèrent de bouleverser cette région aux frontières jeunes et fragiles : guerres israélo-arabes (1948, 1956, 1967, 1973) guerre civile libanaise (1975-1990), Révolution islamique iranienne (1979), guerre Iran-Iraq (1980-1988), *intifada* palestinienne (1987-1993), invasion du Koweït puis libération de l'Emirat (1990-1991), suivies de tensions récurrentes entre les Etats-Unis et le régime de Saddam Hussein (1).

Le passage au XXI^e siècle pouvait laisser espérer qu'une nouvelle ère, plus propice à la paix, s'ouvrirait dans cette région tourmentée. Or, à l'automne 2000, les territoires palestiniens s'enflammèrent de nouveau, cela conduisant à la seconde *intifada*. La nouvelle administration américaine menée par George W. Bush développa la rhétorique de l'« *Axe du Mal* » (2), y incluant notamment l'Iran et l'Iraq suite aux attentats du 11 septembre 2001, ce qui mena par la suite au renversement de Saddam Hussein par l'opération Iraqi Freedom en 2003. Dans le même temps, les relations entre l'Iran et l'Occident se dégradèrent à compter de 2002, suite à la révélation par les Moudjahidin du peuple d'activités nucléaires non déclarées à l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA). Du côté du Proche-Orient, le Liban et le Hezbollah connurent en 2006 un affrontement ouvert avec Israël. Les Printemps arabes débutés fin 2010 en Tunisie puis propagés à plusieurs autres pays de la région, après avoir pourtant soulevé d'importants espoirs, laissèrent place à des affrontements armés, notamment en Syrie et au Yémen, pendant que l'Etat islamique,

(*) Doctorant contractuel et chargé d'enseignement en Relations internationales à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France). Cet article a été rédigé à l'automne 2017.

(1) Menant en 1998 à l'opération Desert Fox et à des bombardements récurrents tout au long de la décennie 1990.

(2) Discours sur l'état de l'Union devant le Congrès, 29 janvier 2002.

autoproclamé « califat », émergea et fit d'importantes conquêtes territoriales en Iraq et en Syrie.

A l'heure où ces lignes sont écrites, même si l'Etat islamique enchaîne les défaites militaires et semble vaincu, le devenir de la Syrie et de l'Iraq reste incertain. Le Yémen est toujours en proie au conflit entre la rébellion Houthi et la coalition menée par l'Arabie saoudite, tandis que Riyad et Téhéran poursuivent les escalades verbales, s'accusant mutuellement d'ingérence dans les affaires des pays arabes (3).

Le Grec Thucydide, dans son ouvrage de référence *La Guerre du Péloponnèse*, avait proposé à son époque une lecture des raisons objectives du conflit qui avait opposé Athéniens, Lacédémoniens et leurs alliés respectifs. L'objectif du présent article est de tenter une lecture similaire de trois conflits majeurs qui ont secoué ou continuent de secouer le Moyen-Orient au XXI^e siècle : la guerre d'Iraq de 2003, la crise syrienne débutée en 2011 et la guerre du Yémen lancée en mars 2015. Nous tenterons d'analyser les déterminants de ces conflits ouverts à l'aune des théories classiques des Relations internationales.

LA GUERRE D'IRAQ (2003)

« If Saddam Hussein attempts to cling to power, he will remain a deadly foe until the end. In desperation, he and terrorists groups might try to conduct terrorist operations against the American people and our friends » (4). Dans son discours sur l'état de l'Union, en 2002, le président américain George W. Bush décrivait ainsi la menace représentée selon lui par Saddam Hussein et sa possession supposée d'armes de destruction massive. Après un long processus onusien allant de l'adoption de la résolution 1 441 par le Conseil de sécurité des Nations Unies au retrait d'un projet de seconde résolution prévoyant un recours à la force contre Bagdad, les Etats-Unis et leurs alliés engagèrent les hostilités en mars 2003, cela conduisant quelques semaines plus tard au renversement du régime baasiste.

Le contexte de la guerre

Les attentats du 11 septembre 2001 provoquèrent un bouleversement dans le monde occidental post-Guerre froide. Alors que la « menace » soviétique semblait définitivement écartée suite à l'effondrement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) et qu'on basculait vers un monde unipolaire, avec une domination prononcée de l'« *hyperpuissance* » américaine, pour reprendre l'expression d'Hubert Védrine, ces attaques, qui visèrent les symboles économiques et militaires des Etats-Unis, firent

(3) Notamment en Syrie, en Iraq, au Bahreïn, au Yémen et au Liban.

(4) « *Si Saddam Hussein essaie de s'accrocher au pouvoir, il restera un adversaire mortel jusqu'au bout. Dans le désespoir, lui et des groupes terroristes pourraient essayer de conduire des opérations terroristes contre le peuple américain et nos alliés* », discours télévisé de George W. Bush à la nation américaine, 17 oct. 2003.

vaciller l'équilibre international tel que défini après 1945. Jusqu'alors, les groupes terroristes tels Al Qaïda et d'autres mouvements similaires s'attaquaient certes aux intérêts occidentaux, mais principalement à longue distance du territoire national des Etats ciblés. Les attaques des ambassades américaines à l'été 1998 se déroulèrent au Kenya et en Tanzanie, l'*USS Cole* fut attaqué au large du Yémen, bien loin de Manhattan ou des plateaux de cinéma d'Hollywood.

Les attentats du 11 septembre 2001 changèrent la donne. Il ne s'agissait plus de terroristes attaquant des intérêts occidentaux dans des régions jugées hostiles ou des attaques sur le sol américain mais aux conséquences « limitées » (5) ou aux ramifications internes (6), mais d'attaques de très grande ampleur, commandées depuis l'étranger, ciblant directement et durement le sanctuarisé territoire national, provoquant un nombre important de victimes, capables de paralyser, pendant quelques heures, l'espace aérien américain et forçant même l'administration américaine à se réfugier dans des *bunkers* anti-atomiques (7). Les symboles de la puissance américaine ayant été attaqués – symboles économique, avec le World Trade Center, et militaire, avec le Pentagone –, le peuple américain et ses dirigeants prirent conscience d'une vulnérabilité qui leur était jusque-là quasi inconnue. L'opinion publique s'intéressa alors à cette nébuleuse djihadiste, Al Qaïda, et à son *leader* Oussama Ben Laden, ainsi qu'à ses discours enflammés contre les Etats-Unis, appelant au *djihad* pour mettre un terme aux « oppressions » dont seraient victimes les populations musulmanes de la part de la puissance américaine. Aussitôt ciblé en raison de son soutien aux groupes djihadistes, l'Afghanistan, qui héberge des camps d'entraînement djihadistes et a donné refuge à Oussama Ben Laden, se verra attaqué par une coalition internationale. Le gouvernement des Talibans, à sa tête depuis 1996, sera renversé au profit d'Hamid Karzai, réputé modéré et proche des Occidentaux.

Après un premier succès rapide en Afghanistan, les Talibans ayant été délogés de Kaboul en quelques semaines, George W. Bush souhaite poursuivre l'engagement militaire américain afin de renverser les régimes qui seraient une menace à la paix et à la sécurité internationales. C'est ainsi que dans son discours de janvier 2002, il cibra la Corée du Nord, l'Iran et l'Iraq. Et c'est sur cette dernière cible que les projecteurs furent pointés. En conflit avec les Etats-Unis depuis 1990, le régime dictatorial de Saddam Hussein, sous embargo total de la communauté internationale, est perçu comme une menace par les dirigeants américains, en raison, d'une part, de son programme supposé de production et de détention d'armes de destruction massive et, d'autre part, de son soutien présumé aux groupes djihadistes en lien avec les attaques du 11 septembre. Après l'Afghanistan,

(5) Nous pensons ici à l'attentat contre le World Trade Center de 1993, qui fit 6 morts.

(6) En référence à l'attaque d'Oklahoma City en 1995, perpétrée par un militant d'extrême droite américain.

(7) Cf. l'ouvrage de C. RICE, *No Higher Honours*, Simon & Schuster, 2011.

l'Iraq est donc l'étape suivante de la guerre contre le terrorisme menée par les Etats-Unis.

En effet, les Etats-Unis, suite aux attaques terroristes dont ils ont été victimes, ont décidé de se positionner comme « *leader* du monde libre ». Ayant subi des attaques terroristes sans précédent sur leur territoire, ils décidèrent, avec le soutien de la communauté internationale à travers la résolution 1368 du Conseil de sécurité rappelant le droit légitime à la légitime défense, de lancer « *la guerre contre le terrorisme* », s'octroyant ainsi le droit de punir les régimes non démocratiques à l'origine des violences et de la déstabilisation du monde. Allant jusqu'à parler de « *croisade* » et avec un arrière-fond idéologique proche du messianisme, le Président américain voulut, après le succès afghan, poursuivre son œuvre de démocratisation du « Grand Moyen-Orient », laissant même son Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, qualifier de « *vieille Europe* » (8) l'Allemagne et la France du fait que ces deux pays s'opposaient à cette vision manichéenne. On ne saurait alors que se souvenir de la citation de l'Athénien Cléon, fils de Cléainétos, rappelée par Thucydide : « *on constate que les cités qui se trouvent placées brusquement et contre toute attente dans une situation exceptionnellement favorable, s'engagent dans une politique arrogante* » (9).

La guerre contre l'Iraq, résultat d'ambitions internes à l'administration ?

Les motivations américaines pour ce conflit furent complexes. Certes, les incertitudes quant à l'état des capacités militaires de l'Iraq étaient bien réelles et étaient partagées par les services de renseignement de plusieurs pays occidentaux, tandis que les rapports décrivant des tentatives iraqiennes de se procurer de l'uranium au Niger n'étaient pas de nature à lever les suspicions (10). Quant à l'alliance avec les djihadistes, elle semblait intellectuellement envisageable dans la mesure où Saddam Hussein et Al Qaïda avaient un ennemi commun.

Néanmoins, l'un des déterminants de cette crise est probablement à trouver dans la constitution de l'administration de G. W. Bush et de son entourage. Dario Battistella (11) suggère que la volonté d'entrer en guerre des Etats-Unis en Iraq comme relève des « *ambitions et des intérêts particuliers de dirigeants* » (12) américains, qui auraient « *tiré profit de l'organisation interne des pouvoirs aux Etats-Unis* » (13). Ces groupes d'intérêts se regrouperaient alors selon trois catégories : les réalistes pragmatiques, incarnés par Condoleezza. Rice et Colin Powell, les

(8) Lors d'une conférence de presse, le 22 janvier 2003.

(9) Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*, Folio Classique, 2017, p. 231.

(10) Cf. à ce sujet l'ouvrage de Frédéric Bozo, *Histoire secrète de la crise irakienne*, Perrin, 2013.

(11) Dario BATTISTELLA, « Prendre Clausewitz au mot : une explication libérale de 'Liberté en Irak' », *Etudes internationales*, vol. XXXV, n°4, 2004, pp. 667-687.

(12) *Ibid.*, p. 670.

(13) *Ibid.*, p. 679.

nationalistes faucons menés par Donald Rumsfeld et les néoconservateurs dont le chef de file est Paul Wolfowitz. Ces derniers ont une approche idéologique de la politique étrangère américaine ; ils affirment, dans leur projet de Grand Moyen-Orient, que les Etats-Unis doivent démocratiser, si besoin par la force, les pays majoritairement musulmans de la région et établir un climat propice à la paix. Pour les nationalistes faucons, les intérêts économiques liés à l'exploitation future du pétrole iraquien et la reconstruction du pays sont le moteur de leur détermination. Quant aux réalistes pragmatiques, notamment Colin Powell, ils ont un temps semblé en phase avec les positions franco-russes, hostiles à la guerre, avant de se laisser déborder par les autres courants de l'administration Bush.

Cette lecture, proposée par Batistella, semble particulièrement pertinente. Dès 1997, le Project for a New American Century (PNAC), *think-tank* américain d'obédience néoconservatrice, soutenait la remodelisation du Moyen-Orient par la promotion de la démocratie (14), une vision à laquelle P. Wolfowitz n'a jamais caché son adhésion. Quant aux liens de Dick Cheney avec la société Halliburton, qui s'est étrangement vu attribuer sans appel d'offres des contrats de reconstruction en Iraq quelques semaines après la guerre, ils ne sont guère secrets, Cheney ayant été le président-directeur général de la compagnie entre 1995 et 2000.

Peut-on pour autant exclure la version officielle du conflit, celle de la « menace iraquienne », et affirmer que les Etats-Unis en Iraq ont agi tels les Athéniens en Sicile, par simple convoitise des richesses ? Probablement pas. En arrière-plan de ces ambitions demeure en effet une appréhension réelle du risque représenté par Saddam Hussein et l'attitude peu coopérative du dirigeant iraquien avec les équipes d'inspection des Nations Unies ne furent pas de nature à dissiper les doutes quant à ses moyens et à ses intentions. C'est ainsi que les doutes réels sur la menace iraquienne, couplés aux ambitions individuelles de groupes influents au sein même de l'administration américaine, ont pu convaincre l'exécutif de se lancer dans ce conflit.

Convaincre l'opinion américaine

Le choix de la guerre ayant été arrêté, il fallut ensuite convaincre l'opinion. Les régimes démocratiques ont pour caractéristique de devoir rendre des comptes périodiquement à leur population, *via* le mécanisme des élections. G. W. Bush visant en 2004 sa réélection à la présidence, il ne pouvait prendre le risque d'engager l'Amérique dans une guerre sans un soutien d'une majorité d'Américains. L'étape suivante de la prise de décision fut donc de rallier le peuple américain au projet.

La rhétorique utilisée pour justifier la guerre mettait en avant donc la menace iraquienne. Alors que les rapports de la Central Intelligence Agency (CIA) évoquaient l'absence de preuves quant aux liens entre l'Iraq

(14) Notamment un de ses membres, Ralph Peters.

et Al Qaïda, il a été choisi de s'appuyer sur le passé du dictateur iraquien : la purge parmi ses opposants, l'utilisation des armes chimiques contre le village kurde d'Halabja en 1988, son invasion illégale du Koweït, la découverte de son programme nucléaire secret, son refus d'une coopération active avec les Nations Unies... Ces éléments factuels permirent de justifier une rhétorique guerrière à destination du peuple américain et de l'opinion mondiale plus généralement, en invoquant le principe de guerre préventive, considérant que combattre aujourd'hui serait moins coûteux que de combattre demain un régime doté d'armes de destruction massive en grand nombre. Ce principe de guerre – ou de rupture de la paix – préventive n'était en réalité pas nouveau en Relations internationales. Thucydide nous rappelle que, durant la guerre du Péloponnèse, la cité de Lesbos, alliée d'Athènes, se retourna contre son alliée pour rejoindre l'alliance péloponnésienne (15) au motif que tôt ou tard les Athéniens auraient rompu l'alliance et qu'il était préférable de rompre l'alliance quand Athènes était affaiblie par la peste qui l'avait frappée. La rhétorique de l'administration américaine dans notre cas rappelle également le discours des Corinthiens aux Lacédémoniens, stipulant que « *ne rien faire serait pire et la paix sera davantage menacée* » (16), tandis que la logique consistant à prétendre que ne pas recourir à la force serait perçu par les « *Etats voyous* » comme une faiblesse ne peut que rappeler la position d'Athènes face aux Méliens, qui ne pouvait renoncer à ses projets d'invasion du territoire de ces derniers sous peine d'être perçue comme affaiblie. L'histoire semble se répéter !

Avec une population américaine encore sous le traumatisme des attentats du 11 septembre, le seul moyen de convaincre du bien-fondé d'une guerre contre l'Iraq fut de brandir la menace directe représentée par Saddam Hussein pour le peuple américain. Et ce fut Colin Powell, probablement à contre-cœur, qui dû présenter au Conseil de sécurité des Nations Unies, avec à ses côtés George Tenet, directeur de la CIA, les « *preuves irréfutables* » de la réalité de la menace. Exhibant une fiole supposée contenir de l'anthrax, poison mortel qui avait provoqué des vagues de panique aux Etats-Unis dans la foulée des attentats du 11 septembre suite à l'envoi de lettres anonymes, Powell tenta de convaincre le monde du bien-fondé du projet américain. De l'avis de diplomates, notamment Jean-Marc de La Sablière, ambassadeur de France aux Nations Unies lors de la crise, cette démonstration ne visait pas à convaincre les alliés de l'Amérique, mais le peuple américain uniquement (17). L'objectif fut néanmoins atteint : une majorité d'Américains était au final favorable à un conflit militaire avec Bagdad (18), conflit qui débuta en mars 2003.

Ce conflit a certes entraîné un rapide renversement d'un régime dictatorial au Moyen-Orient. Il a durablement anéanti les capacités

(15) A la quatrième année du conflit

(16) D. BATTISTELLA, *op. cit.*, p. 112.

(17) Jean-Marc DE LA SABLIERE, *Dans les coulisses du monde*, Robert Laffont, 2013.

(18) Cf. le site Internet www.politifact.com/iraq-war-polls/.

militaires et nucléaires de l'Iraq, permis aux entreprises américaines de reprendre pied dans un pays à fort potentiel de développement en raison de ses hydrocarbures. Cependant, ses autres conséquences, particulièrement négatives, dépasseront le cadre de la seule Iraq et seront déterminantes dans la déstabilisation du Grand Moyen-Orient cher aux néoconservateurs américains. Intérêts personnels ou de groupes, démonstration de puissance et crainte de la menace potentielle en furent les déclencheurs.

LA SYRIE, UNE GUERRE POUR LA DÉMOCRATIE ?

Le deuxième conflit objet de notre étude est celui en Syrie. Pays arabe majoritairement sunnite, dirigé par un président d'obédience alaouite, variante du chiisme, ce pays entretient des relations conflictuelles avec ses voisins et l'Occident depuis des décennies. En 2011, dans la dynamique des soulèvements populaires des printemps arabes, une partie de la population syrienne appela à un départ du président Bachar al Assad, au pouvoir depuis 2000. Suite à la répression des manifestants par les autorités, le conflit se militarisa, avec d'un côté une partie de la population et une partie de l'armée syrienne, l'Armée syrienne libre (ASL), et de l'autre les troupes et populations restées loyales au président Assad. Ce conflit, qui démarra telle une guerre civile, est aujourd'hui le plus meurtrier qui a ébranlé le Moyen-Orient ces dernières années. Bien qu'il soit difficile de donner une mesure exacte, on parle de plus de 400 000 morts et de millions de personnes déplacées dans les pays voisins et en Europe. Nous tenterons ici de comprendre la complexité du conflit, tant sur le plan interne qu'à la lumière des interventions des puissances extérieures, régionales et internationales.

Une internationalisation immédiate du conflit

L'une des particularités du conflit syrien est qu'il a, à la manière également du conflit libyen, immédiatement pris une dimension internationale. Les premières images de la répression des manifestants ont rapidement fait le tour du monde, mettant en lumière des enfants incarcérés et probablement torturés dans les geôles syriennes par un régime soucieux de ne pas voir se produire chez lui un scénario à l'égyptienne, voyant le vieux président Moubarak déposé par sa population.

Dès les premiers mois du conflit, Occidentaux et pays de la région (Arabie saoudite, Qatar et Turquie notamment) prirent progressivement position et appelèrent ouvertement au départ de Bachar al Assad. Le Conseil national syrien, qui se voulait le nouveau pouvoir syrien en exil, fut par la suite reconnu par les puissances comme représentant légitime du peuple syrien et ces dernières apportèrent soutien politique, financier, logistique et même militaire aux rebelles. De l'autre côté, l'Iran, allié indéfectible de la Syrie, mobilisa ses Gardiens de la Révolutions et le Hezbollah libanais pour soutenir les forces armées loyalistes, pendant que la Chine et la Russie

soutenaient la Syrie au Conseil de sécurité des Nations Unies, jusqu'en septembre 2015, où Moscou décida d'intervenir militairement pour soutenir le régime syrien affaibli par quatre années de conflits.

Ainsi, parti d'une manifestation populaire, le conflit a basculé dans un affrontement par procuration entre puissances. Quels sont les enjeux inhérents à ces implications étrangères ?

Le contexte géopolitique

Pour comprendre l'intérêt suscité par la crise syrienne pour les acteurs régionaux et internationaux, quelques éléments de contextualisation sont nécessaires. Sur le plan géographique, la Syrie est voisine d'Israël et est officiellement en guerre avec lui, notamment en raison de la question du plateau du Golan, annexé par Israël mais dont la souveraineté n'est pas reconnue par la communauté internationale. En 2007 Israël avait secrètement bombardé une installation syrienne susceptible d'abriter des activités nucléaires. Damas apporte par ailleurs un soutien logistique et militaire au Hezbollah libanais, bête noire des politiques israéliens en raison de sa capacité à frapper le nord de l'Etat hébreu. La Syrie est également incorporée dans ce que le roi Abdallah de Jordanie avait qualifié de « *croissant chiite* » (19), région allant de l'Iraq au Liban en passant par l'Iraq. Elle offre en outre un potentiel accès à la Méditerranée pour les exportations d'hydrocarbures en provenance du Golfe et à destination de l'Europe et accueille à Tartous la seule base militaire russe en Méditerranée.

Sur le plan politique, la Syrie est vue comme alliée de l'Iran, en guerre froide avec l'Arabie saoudite depuis la Révolution islamique de 1979. Sa proximité avec Moscou dans une région sous domination majoritairement américaine ne joue également pas en sa faveur. Elle est aussi perçue par les Occidentaux comme un soutien au terrorisme en raison de son appui au Hezbollah et est jugée coupable d'ingérence au Liban, ainsi que de l'assassinat de Rafik Hariri en 2005 dans un attentat.

L'Occident s'implique

Du point de vue occidental, malgré une esquisse de rapprochement avec Bachar al Assad, notamment avec Nicolas Sarkozy qui invita le Président syrien au traditionnel défilé du 14 juillet en 2008, les relations ne furent avant le conflit que très peu détendues. On reprochait au jeune dirigeant son implication présumée dans l'assassinat de Hariri et son soutien actif au Hezbollah, classé terroriste en Occident. De plus, Paris ayant raté le coche des révoltes arabes en Tunisie, allant même jusqu'à proposer à Ben Ali de former ses unités anti-émeutes, il n'est guère étonnant alors que la France fût la première nation occidentale à reconnaître le Conseil national syrien (CNS) après sa création ; cela témoignait de la volonté active du président Sarkozy de voir un changement de régime à Damas. Paris sera

(19) Laurence LOUËR, « Déconstruire le croissant chiite », *Revue internationale et stratégique*, n°76, 2009/4.

également en pointe à l'été 2013, quand elle souhaitera une action militaire suite à l'usage d'armements chimiques par Bachar al Assad, précédemment qualifié de « ligne rouge » (20).

Les Etats-Unis de Barack Obama partagèrent les positions françaises sur le dossier syrien et, en 2012, Barack Obama autorisa le soutien logistique et matériel aux rebelles syriens engagés contre Bachar al Assad. Toutefois, à l'été 2013, le Président américain refusa de bombarder la Syrie – malgré l'insistance française –, ne voulant probablement pas compromettre les discussions avec l'Iran ayant lieu au même moment sur son programme nucléaire. Il pouvait également probablement penser que de telles frappes, au-delà de leur dimension symbolique, ne produiraient aucun effet concret sur le rapport de forces au sol et que l'heure n'était pas pour les Etats-Unis à ouvrir un nouveau front.

Les rivalités d'influence irano-saoudienne comme facteur amplificateur

La rivalité irano-saoudienne est l'un des points centraux du conflit syrien. L'Iran, dès les débuts de l'insurrection, affirma son soutien au président al Assad, voyant dans les soulèvements populaires une tentative de déstabilisation voire un complot étranger visant à affaiblir le Hezbollah et à réduire sa propre influence dans la région en tentant d'abattre son principal allié. L'Iran déploya ainsi ses Pasdarans, tandis que le Hezbollah libanais, par la voix de son chef Nasrallah puis sur le terrain, s'engagea aux côtés des loyalistes.

Bien que la rivalité irano-saoudienne fût ancienne, elle fut exacerbée par deux événements majeurs au XXI^e siècle. Le premier, en 2002, fut la révélation d'un programme nucléaire clandestin iranien non déclaré. Ainsi, la perspective d'avoir son principal rival régional doté d'une arme nucléaire est redoutée par Riyad. Le second, fut, paradoxe de l'histoire, la conséquence de l'intervention américaine en Iraq en 2003, qui a de fait placé au pouvoir à Bagdad un gouvernement majoritairement chiite proche de l'Iran, notamment sous l'ère d'Al-Maliki (2006-2014), faisant de l'Iraq un satellite de Téhéran et donnant réalité à l'arc chiite tant craint par les monarches arabes.

De fait, le soulèvement contre Bachar al Assad représenta une occasion pour le géant saoudien de couper l'arc chiite à la solde de l'Iran en promouvant un régime sunnite à Damas. Comme l'explique Pierre Razoux (21), l'objectif saoudien était de faire de la Syrie le nouveau bouclier anti-Iran au Moyen-Orient, rôle autrefois joué par l'Iraq avant 2003. Il est alors aisé de comprendre le pourquoi du soutien de l'Arabie saoudite aux rebelles syriens, notamment si ces derniers s'avèrent des radicaux sunnites

(20) Hélène SALLON, « Les armes chimiques, ligne rouge d'une intervention en Syrie », *Le Monde*, 26 avr. 2013.

(21) Rencontré en juin 2017.

extrêmement hostiles aux Chiites, tels Al-Nosra ou Daech (22). Misant de plus sur un effet domino, un effondrement syrien aurait affaibli le Hezbollah au Liban et ainsi réduit l'influence de la milice chiite au pays du Cèdre, au grand bénéfice politique de Riyad.

L'Arabie a ainsi vu dans la crise syrienne l'opportunité de combattre l'hégémonie iranienne au Moyen-Orient, ce qui n'est pas sans rappeler les motivations du soutien des Lacédémoniens aux Corinthiens, qui voyaient en effet une opportunité de combattre l'hégémonie athénienne.

Russie : la réaffirmation de la puissance

La Russie a eu au fil du temps une implication croissante dans ce conflit. Opposée dès le début à un renversement par la force de Bachar al Assad, elle a, à compter de l'automne 2015, engagé ses troupes dans la bataille, officiellement afin de lutter contre les groupes djihadistes, permettant ainsi à Bachar al Assad et à son armée de ne pas s'effondrer et même de reprendre la main sur ses opposants. Nombre d'analystes ont écrit sur les motivations de Moscou quant à son implication diplomatique et militaire sur le dossier syrien. Certes, les intérêts russes à Tartous sont bel et bien réels et Moscou n'avait aucun intérêt à voir son allié remplacé par un nouveau régime qui pourrait lui être moins favorable. Néanmoins, ces intérêts directs ne sauraient à eux seuls déterminer l'attitude russe dans ce conflit. Moscou a ici probablement voulu adresser plusieurs messages à la communauté internationale. Premièrement, la Russie a voulu réaffirmer sa puissance militaire sur la scène internationale. Les tirs de missiles effectués depuis la mer Caspienne vers la Syrie permettent d'exposer ostensiblement le savoir-faire technologique russe, contestant ainsi l'idée que le matériel militaire russe serait vieux et obsolète et témoignerait d'un statut de puissance de second rang. Deuxièmement, l'intervention russe permet de donner à Moscou l'image d'un partenaire fiable, qui ne « lâche » pas ses amis dans les moments les plus difficiles, lorsque Obama était accusé d'avoir lâché ses partenaires du Golfe. Troisièmement, cette intervention place Moscou comme un interlocuteur incontournable sur le dossier syrien, en fait un acteur déterminant et donc convoité par les monarchies arabes du Golfe, comme en témoigne la visite du roi d'Arabie saoudite à Moscou en octobre 2017, une première historique. Quatrièmement, il est probable que l'engagement russe en Syrie soit à mettre en parallèle avec la situation actuelle en Crimée : Poutine pourrait à terme négocier un lâchage total ou partiel de la Syrie en échange de quelques concessions occidentales en Crimée ou, à l'inverse, montrer que sur tous les dossiers Moscou ne compte pas céder et que les Occidentaux devront s'en accommoder. Enfin, le traumatisme russe quant aux mouvements djihadistes et la volonté de

(22) Nous précisons que l'Arabie saoudite a toujours nié financer des groupes extrémistes en Syrie et en Iraq et, qu'à ce jour, aucune preuve ne corrobore l'idée que l'Arabie saoudite et le Qatar ont apporté un soutien à ces groupes, tandis que les deux Etats confirment soutenir des groupes dits modérés. En revanche, des initiatives individuelles de ressortissants de ces deux Etats envers des groupes extrémistes sont suspectées.

ce que la Syrie, proche du Caucase, ne devienne pas un sanctuaire pour extrémistes sunnites pèsent sûrement dans la balance.

Quant aux vetos répétés de Moscou lors des votes, au Conseil de sécurité des Nations Unies, de projets de résolutions relatives à l'usage d'armes chimiques, Moscou adopte la même attitude que les Etats-Unis à l'égard d'Israël : un soutien inconditionnel à un proche allié. La Russie décide donc d'agir au Conseil de sécurité comme le font les autres puissances lorsque ses intérêts ou ceux de ses alliés sont en jeu, indépendamment de toute considération morale. La Russie dans ce conflit agit ainsi comme une puissance émergente ou ré-émergente, n'hésitant pas à bousculer les actions des puissances traditionnelles au bénéfice de ses propres intérêts.

Des néo-émergents en quête d'influence

Le Qatar et la Turquie ont également été en pointe sur le dossier syrien. Le petit émirat l'avait auparavant déjà été sur le dossier libyen et avait activement soutenu le renversement du colonel Kadhafi. En Syrie également, le Qatar et la Turquie ont fait le choix de soutenir activement la rébellion contre Bachar al Assad. Ce qui peut paraître de prime abord surprenant, compte-tenu du réchauffement avant 2011 des relations turco-syriennes, très conflictuelles notamment à la fin des années 1990. Le Qatar avait des liens également forts avec le jeune Président syrien. Pourquoi alors ce changement d'orientation politique ? Le précédent égyptien a démontré que ces deux Etats voulaient s'inscrire dans le sens des mouvements dits « printemps arabes » et apporter leur soutien aux révolutionnaires appelant à davantage de démocratie. La proximité du Qatar et de la Turquie avec les mouvements idéologiquement proches des Frères musulmans compte également parmi les facteurs déterminants. Ainsi, le soutien actif de ces deux Etats aux soulèvements populaires, en Syrie comme en Egypte, peut s'expliquer par une volonté à la fois d'apparaître comme des puissances régionales contribuant au façonnement politique de leur « étranger proche » et de soutenir l'accession au pouvoir de groupes avec lesquels ils ont une proximité idéologique, dans une stratégie de renforcement d'influence.

Le cas ambigu d'Israël

La position israélienne dans ce conflit est probablement la plus énigmatique. Il est difficile de se prononcer sur la nature de la position d'Israël face au conflit syrien. Les dirigeants israéliens ont en effet les mêmes préoccupations que les Saoudiens concernant l'influence grandissante de l'Iran au Moyen-Orient et souhaiteraient voir disparaître le Hezbollah à ses frontières. Dans le même temps, malgré une guerre officiellement toujours en cours, Bachar al Assad a permis de garantir une certaine sécurité à Israël et le vide provoqué par son éventuel départ et son éventuel remplacement par des mouvements rigoristes sunnites similaires aux Talibans en Afghanistan pourraient s'avérer pire encore pour Tel-Aviv.

De ce fait, le soutien apporté par Israël à certains groupes djihadistes en Syrie (23) a été interprété comme une stratégie pragmatique pour sécuriser sa frontière. L'aide apportée aux combattants sunnites serait la garantie que ces derniers contrôlent la frontière syrienne d'Israël et empêchent toute velléité d'attaque contre l'Etat hébreu. Une telle hypothèse semble hautement crédible compte-tenu du réalisme dont savent faire preuve les dirigeants israéliens, préférant conserver un Bachar al Assad « connu », tout en assurant les arrières à travers des alliances de circonstances avec certains groupes rebelles.

L'addition islamiste : d'Al-Nosra à Daech

En plus des interventions étrangères précédemment citées, il faut ajouter la dimension religieuse prise par le conflit. Dès les premiers mois qui ont suivi le début de l'insurrection, des combattants venus de plusieurs Etats musulmans et même d'Europe ont rejoint la rébellion contre Bachar al Assad, faisant de la Syrie et de l'Iraq une « terre de *djihad* » où plusieurs groupes extrémistes aux sensibilités et affiliations diverses étaient engagés. Deux ont principalement retenu l'attention. Le groupe Jabhat Al-Nosra, affilié à Al Qaïda et créé en 2012, et l'Etat islamique (EI), plus ancien et initialement installé en Iraq, qui proclama en juin 2014 le califat sur une partie de l'Iraq et de la Syrie, couramment appelée le « Sham ». De fait, ces groupes ont su, à travers une stratégie de communication très élaborée, notamment pour l'EI, susciter des vocations chez un grand nombre de Musulmans – récemment convertis ou non – à travers le monde pour grossir leurs rangs, affaiblissant ainsi l'opposition syrienne dite laïque et permettant politiquement l'intervention russe de 2015, justifiée par la lutte antiterroriste. Les attentats du 13 novembre 2015 perpétrés en plein cœur de Paris décidèrent la France à bombarder également les positions djihadistes en Syrie, au bénéfice indirect du régime syrien.

Bilan : un conflit multidimensionnel

Démarré suite à des protestations populaires demandant davantage de démocratie, le conflit syrien, débuté en 2011 et à ce moment toujours inachevé, s'est dès ses premiers mois internationalisé et le territoire syrien fut l'objet de rivalités, ambitions et règlements de compte en tous genres. Des Occidentaux souhaitant appuyer le renversement d'un supposé soutien au terrorisme et assassin de chefs d'Etat aux monarchies du Golfe souhaitant abattre un allié de Téhéran dans le cadre d'une rivalité régionale obsessionnelle, en passant par les émergents ou ré-émergents souhaitant peser dans la scène régionale ou internationale, soutenant ou s'opposant aux groupes radicaux ayant pour utopie l'instauration d'une théocratie islamique, ce conflit s'avère un enchevêtrement d'intérêts pour lesquels, au final, la volonté du peuple syrien ne semble qu'accessoire.

(23) Catherine GOUËSET, « Israël soutient-il le Front Al-Nosra? », *L'Express*, 24 juin 2015.

LE YÉMEN : AMBITIONS ET GUERRE PAR PROCURATION

« Celui qui soutenait l'entreprise avec le plus d'ardeur était Alcibiade, fils de Cléinias. Il voulait combattre Nikias, dont il était l'adversaire politique et qui venait de parler de lui en termes malveillants, mais par-dessus tout il désirait exercer le commandement, espérant que sous sa direction on ferait la conquête de la Sicile et de Carthage et qu'un tel succès lui rapporterait à lui-même de l'argent et de la gloire » (24). La lecture de ce passage de l'œuvre de Thucydide nous rappelle étrangement les événements survenus en Arabie saoudite au premier semestre 2015. En janvier 2015, la mort du roi Abdallah d'Arabie conduit au trône son demi-frère Salmane ben Abdelaziz. Ce dernier, en l'espace de peu, bouleversa la règle de succession précédemment établie, écartant le prince héritier Moqrin, au profit de son neveu, Mohamed ben Nayef, promu prince héritier, et de son propre fils, Mohamed ben Salmane, promu vice-prince héritier. Ce dernier, âgé d'une trentaine d'années, se verra également confier le portefeuille de ministre de la Défense. En mars 2015, soit deux mois après l'arrivée du nouveau Roi, le royaume saoudien, sous l'impulsion du nouveau monarque et de son fils, s'engagea militairement au Yémen pour combattre la rébellion des Houthis qui avait chassé du pouvoir le président Hadi reconnu par la communauté internationale.

L'affirmation du nouveau vice-prince héritier

Cet engagement inédit de l'Arabie saoudite au Yémen trouve sa source dans deux phénomènes distincts mais qui à terme convergent vers le même objectif. Le premier est en lien avec la stratégie – désormais avérée – du nouveau monarque de promouvoir son fils, dans une optique de succession directe à terme. Ainsi, le conflit au Yémen devait permettre à Mohamed ben Salmane, à la tête des forces armées par son rôle ministériel, de démontrer à son peuple et aux alliés du Royaume sa capacité à mener et à diriger un conflit militaire d'envergure, dans une stratégie de marginalisation de Mohamed ben Nayef, son rival et concurrent dans la course au trône. Une victoire de l'Arabie saoudite au Yémen et donc de son chef de guerre Mohamed ben Salmane, apporterait prestige et gloire à ce dernier, dans un pays où on a beaucoup compté sur l'allié américain pour ce qui relève de la sécurité régionale.

Combattre l'Iran dans l'arrière-cour de l'Arabie

Le second objectif tient à la rivalité évoquée entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les Houthis sont un mouvement de rebelles yéménites, d'obédience zaydite – qui est un courant proche du chiisme mais divergeant néanmoins du chiisme duodécimain majoritairement pratiqué en Iran et en Iraq. Ainsi, en raison de cette proximité idéologique, Riyad ne cesse de voir la main de

(24) Thucydide, *op. cit.*, pp. 459-460.

Téhéran dans toutes les actions entreprises par les miliciens, notamment lorsqu'ils renversèrent le gouvernement de Hadi soutenu par Riyad ou lorsqu'ils visèrent par des tirs de missiles le territoire saoudien (25). Les Saoudiens et, à leurs côtés, les Américains (26) accusent l'Iran de soutenir militairement les Houthis par des livraisons d'armes et de matériel, ce que dément Téhéran.

Du point de vue saoudien, il était inconcevable de laisser son grand rival régional s'ingérer dans les affaires de ses voisins arabes, notamment au sein même de la péninsule arabique, et l'objectif de l'opération Tempête décisive était de mettre un terme à ces ingérences à travers le rétablissement du régime de Hadi, soutenu par Riyad. Du point de vue iranien, même si Téhéran dément soutenir militairement les Houthis, gêner l'Arabie saoudite et faire en sorte qu'elle s'enlise au Yémen, comme ce fut le cas pour les Soviétiques en Afghanistan ou les Américains au Vietnam, ne pouvait qu'aller dans le sens de ses intérêts. De plus, Téhéran ne manque pas l'occasion de provoquer par le discours son voisin arabe, en évoquant la possibilité d'installer une base militaire au Yémen (27), à proximité du détroit de Bab Al-Manded et du passage d'un grand nombre de tankers transportant des hydrocarbures saoudiens, idée non acceptable pour l'Arabie saoudite, qui a répliqué en annonçant qu'elle ne le permettrait pas.

Enfin, toujours sur le registre iranien, une victoire saoudienne au Yémen et donc, par procuration, face à l'Iran serait un succès politique considérable pour Mohamed ben Salmane dans sa stratégie d'affirmation de son autorité et d'affaiblissement politique de son rival, Mohamed ben Nayef.

Nous retrouvons ainsi le concept de rivalité entre puissances régionales instrumentalisé ici par des ambitions personnelles ayant pour finalité la conquête du pouvoir, à la manière jadis d'Alcibiade face à Nikias. Au final, la guerre au Yémen ne cesse de s'enliser. La coalition menée par l'Arabie saoudite piétine et ne parvient pas à attendre son objectif. Le choléra et la malnutrition se propagent et l'Arabie saoudite est dans le collimateur de nombreuses organisations non gouvernementales pour ses violations répétées des droits de l'homme au Yémen (28). Ce conflit, qui devait assurer le triomphe du vice-prince héritier, devenu depuis prince héritier à la faveur d'un nouveau coup de palais, pourrait au contraire lui faire connaître son premier échec majeur, ce qui pourrait lui être politiquement fatal. L'histoire dira si l'expédition au Yémen sera pour l'Arabie saoudite ce que fut l'expédition en Sicile pour Athènes...

(25) Saeed Kamali DEGHAN, « Saudi Arabia accuses Iran of 'direct aggression' over Yemen missile », *The Guardian*, 7 nov. 2017.

(26) Ian J. GRIFFITHS, « John Kerry warns Iran over support for Houthis in Yemen », *The Guardian*, 9 avr. 2015.

(27) « Iran may seek naval bases in Yemen or Syria: chief of staff », Reuters, 27 nov. 2016.

(28) Cf. le rapport de Human Rights Watch, disponible sur le site Internet www.hrw.org/fr/world-report/2017/country-chapters/298317 (consulté le 19 novembre 2017).

* *
*

Si Thucydide avait pu visiter le Moyen-Orient en ce XXI^e siècle et analyser les événements qui s'y déroulent, il n'aurait pu que constater que les déterminants des grands conflits s'avèrent, au final, identiques à ceux de son époque. Les cas iraquien, syrien et yéménite témoignent en effet de facteurs constants des crises et conflits internationaux : intérêts individuels, ambitions personnelles, affirmation ou réaffirmation de puissance, rivalités entre Etats, craintes d'hégémonies... Autant de facteurs déjà présents et évoqués par Thucydide lors de sa description du grand conflit antique. Reste à déterminer qui sera le vainqueur et qui sera le perdant.

Le Moyen-Orient, si loin et si près à la fois, victime des rivalités à la fois individuelles et collectives, régionales et internationales, religieuses et politiques, ne semble pas près de se relever de ces conflits incessants, l'un entraînant l'autre : le renversement de l'Iraq en 2003 permit l'émergence de groupes djihadistes autrefois honnis par Saddam Hussein, renforçant l'influence de l'Iran et exacerbant ainsi les tensions entre les puissances régionales, avec des conséquences directes en Syrie et au Yémen.

Nul ne sait pour l'heure ce qu'il adviendra de ces frontières une fois que les armes se seront tues : redécoupage territorial sur la base de nouveaux Etats-Nations respectant la diversité des peuples de la région, notamment les Kurdes ? maintien des frontières actuelles conservant les craintes des minorités quant à leur devenir ? Quoi qu'il en soit, tout laisse à penser que l'avenir de la région ne se fera pas sans tenir compte des intérêts des différents protagonistes, au détriment peut-être et encore, des populations.